

28 avril 1971, Toronto

Allocution devant les membres de la Presse Canadienne, « Le Québec et l'Identité canadienne »

C'est à la fois un plaisir et un honneur de prendre la parole devant les membres de la Presse Canadienne. Un plaisir, parce que les centaines de sociétaires qui sont rassemblés ici ce soir sont tous hautement avertis des préoccupations d'un chef de gouvernement dans la mesure où votre fonction consiste justement à faire état quotidiennement de ces préoccupations à la population. Un honneur, parce qu'il est rare de pouvoir s'exprimer devant un auditoire doté d'une influence comme la vôtre.

Je désire tout d'abord rendre hommage au travail effectué depuis de nombreuses années par la Presse Canadienne. Vous avez été un facteur de l'évolution de notre pays, et cela à plusieurs titres.

Sur le plan personnel, c'est grâce à votre coopérative que des millions de Canadiens ont été et sont toujours informés des événements survenus dans leur région par vos reporters, au Canada par vos différents bureaux, et à l'étranger par vos ententes avec d'autres agences, ou par vos propres correspondants, présents dans les grandes villes du monde comme j'ai pu le constater au cours de récentes rencontres à l'étranger.

Sur le plan de la formation professionnelle, la Presse Canadienne a directement contribué à l'entraînement de milliers de communicateurs me semble-t-il, sont à l'origine de votre renommée, soit le respect de la vérité, l'exigence de la recherche, la nécessité de vérifier, la rigueur dans l'exposé des faits et un attachement profond à la liberté d'expression.

J'estime que le rôle joué par les moyens de communications de notre pays est fondamental. Votre rôle est fondamental parce que dans notre monde moderne, l'information est souvent le facteur essentiel à l'équilibre politique et moral de nos sociétés. Votre simple présence humanise constamment le débat politique. Je crois même qu'elle le modère en exposant ses fragilités et ses limites. Vos commentaires en viennent à constituer une partie importante du dialogue, du processus de rétroaction que tout chef politique alerte se doit d'entretenir avec les citoyens. On a dit que la politique est l'art du possible. Dans une large mesure, ce sont souvent nos journaux, nos stations de radio et nos stations de télévision qui font état de ce que la population désire et de ce qu'elle ne désire pas, forçant ainsi les hommes politiques à prendre leurs responsabilités et à déterminer la frontière entre le possible et l'impossible. Cela est très sain.

Une presse responsable est l'une des conditions premières du progrès de la liberté au sein, d'une société.

Lorsqu'un article commence par la formule « Selon une dépêche de la Presse Canadienne... », la réaction du lecteur ou de l'auditeur en

est une de confiance. Or, la confiance est bien, croyez-en un homme politique, l'une des plus hautes valeurs qui soient. Cette réaction, en fait, est un hommage à la qualité et à la précision de votre information, fruit de vos normes rigoureuses.

C'est pourquoi, je suis heureux d'avoir ce soir la possibilité de vous parler d'un sujet qui nous tient tous à cœur, le Québec et le Canada et, en particulier, la place du Québec dans l'ensemble politique canadien. C'est une question qu'il est grand temps d'aborder avec imagination et clarté tant sont présentes chez nous les tensions et les incompréhensions entre les différents groupes et régions de notre pays.

Tentons ensemble de répondre à cette question fondamentale, parce qu'en dépit des erreurs du passé et malgré les défauts de la structure présente, le Canada est notre pays, et il importe d'analyser attentivement les motivations et les désirs des habitants de ses différentes régions.

A ce titre, nous pensons, nous, Québécois, que nous avons quelque chose d'infiniment précieux à offrir à l'ensemble du Canada, quelque chose aussi de fragile, quelque chose d'irremplaçable et quelque chose d'unique.

Ce quelque chose c'est précisément l'existence d'une culture française vivante en Amérique du Nord dont nous, les Québécois, sommes les principaux représentants. Cette culture française ne réfère pas exclusivement à la seule valeur linguistique, elle est aussi une façon d'être, une manière de vivre et de penser qui rejoint l'organisation même du milieu québécois et qui constitue pour le Canada un avantage évident.

C'est le Québec qui au premier chef a la possibilité de mettre en relief et de promouvoir la personnalité française au Canada. La raison en est simple: plus de 80% des francophones du Canada vivent sur le territoire québécois et participent à une même forme d'organisation sociale et politique.

Le Canada anglais cherche de plus en plus à se protéger de l'envahissement américain. Dans cette recherche d'une véritable identité canadienne, le Québec est un allié précieux, un atout exceptionnel et irremplaçable.

Pour être lui-même, le Canada ne peut se passer d'un Québec fort, dynamique et culturellement sûr de lui.

Ce que tous les Canadiens doivent admettre, c'est que tout recul de la culture française au Québec comme dans le pays ne peut être qu'un recul de l'affirmation d'une authentique personnalité canadienne au profit d'une intégration encore plus grande à la culture américaine.

Bâtir le Québec français n'est pas renoncer au Canada. Bien au contraire, nous devons développer la personnalité française du Québec, afin précisément de donner au Canada tout son sens.

C'est maintenant qu'il s'agit de répondre à la question: « Whatdoes Canada want? » Le Canada est-il prêt à reconnaître l'apport unique que lui fournit l'originalité culturelle du Québec? Il faut qu'il le soit, si tant il est vrai que l'identité canadienne repose sur l'existence d'une dualité culturelle vivante et dynamique.

Le Québec entend donc continuer de développer sa personnalité française dans ses institutions publiques, dans l'enseignement, dans le monde du travail. Il croit avoir beaucoup à offrir de cette façon au Canada. Il doit pouvoir compter sur la compréhension du reste du pays. La culture française au Québec et au Canada a sa part de problèmes. Notre taux de natalité n'est plus ce qu'il était même si nous sommes maintenant plus de six millions. Pour des raisons que vous connaissez, l'immigration se dirige plutôt vers l'Ontario et l'Ouest du pays, alors que les immigrants qui viennent au Québec s'intègrent, en trop grand nombre, à la communauté anglophone.

J'ai une responsabilité unique dans la mesure où je suis le chef du seul gouvernement francophone d'Amérique du Nord. Gouverner le Québec, c'est évidemment faire face aux exigences complexes de tous les gouvernements modernes, mais c'est aussi assumer une responsabilité additionnelle à l'égard des quelque six millions de francophones qui vivent parmi deux cents millions d'anglophones sur le continent nord-américain. Les Québécois ont maintenant choisi de participer pleinement au dynamisme industriel de la société nord-américaine. Tout en partageant les espoirs et les inquiétudes des sociétés modernes, le Québec est en outre placé devant le problème de l'avenir de l'héritage culturel particulier qui est le sien. Ce problème tient pour beaucoup à notre situation de minoritaires au Canada et en Amérique. Il prend cependant une dimension nouvelle en raison du développement exceptionnel des échanges et des communications.

Qu'arrivera-t-il si les tendances démographiques se maintiennent? Qu'arrivera-t-il si notre taux de natalité ne redevient pas plus élevé et plus constant? Qu'arrivera-t-il si l'immigration continue de favoriser l'autre groupe culturel au Québec même et au Canada? Qu'arrivera-t-il si notre jeunesse devait continuer d'aller chercher du travail dans les autres provinces et aux Etats-Unis?

Advenant une telle situation – laquelle je vous le signale est possible si l'on s'en tient aux prévisions des démographes, – il n'est pas impossible que la population du Québec, même en augmentant en chiffres absolus, ne représente plus progressivement que 25 % ou 20 % de la population du Canada. Il ne s'agit pas d'être pessimistes, non plus qu'il ne s'agit d'entrevoir l'avenir culturel des francophones en fonction du seul critère mathématique, il s'agit simplement d'exprimer, dans des termes précis, l'inquiétude culturelle qui a gagné ces dernières années la population du Québec et singulièrement la jeunesse québécoise.

Je sais bien qu'en certains milieux des signes d'impatience se manifestent devant l'insistance mise par les Québécois sur leur problème culturel. Ces impatiences ne sont pas justifiées.

N'oublions surtout pas que l'avenir de la culture française au Québec, comme au Canada, n'est pas le problème exclusif des Québécois, c'est un problème qui concerne très directement tous les Canadiens dans la mesure où l'identité canadienne repose sur la dualité culturelle.

Si les tendances actuelles se maintiennent, il deviendra de plus en plus difficile aux hommes politiques agissant au niveau du gouvernement central et même au niveau provincial de justifier les politiques du bilinguisme et du biculturalisme. Des députés fédéraux qui ne représenteraient plus que 20% de la population canadienne n'auraient en effet que bien peu d'influence pour faire accepter à leurs confrères et à la population du reste du pays, les politiques nécessaires au progrès d'une authentique personnalité canadienne. Les pressions et les tensions deviendraient si intenses qu'elles finiraient par enrayer les mécanismes politiques et administratifs du pays, sans parler des conséquences que cela pourrait avoir sur les choix que pourraient alors faire les Québécois. Et s'il arrivait que les Québécois soient ainsi amenés à chercher une solution en dehors de l'ensemble fédéral canadien, on verrait sans aucun doute les autres provinces canadiennes glisser lentement dans le sillage américain, parce qu'alors l'un des facteurs les plus solides de l'épanouissement d'un pays, le facteur culturel, aurait été amputé d'une de ses composantes essentielles, la présence française au Canada.

«What does Canada want?» Je sais qu'il ne veut surtout pas se priver de l'apport inestimable que représente pour lui une culture française dynamique et créatrice. Depuis quelques années, nombre de nos artistes québécois ont connu des succès éclatants dans les autres provinces du pays; les échanges d'étudiants, de techniciens, de travailleurs et de professionnels ont été multipliés entre nos deux communautés culturelles, la presse, la radio et la télévision ont largement contribué à nous faire connaître les uns aux autres, tout cela s'ajoutant aux multiples rapports que nous avons dans les domaines politiques, économiques et sociaux.

Il y a donc lieu de croire que malgré nos difficultés présentes, nous sommes sur la voie d'une plus grande compréhension entre les différents groupes culturels du pays, cimentant ainsi l'unité du Canada et affirmant avec de plus en plus d'autorité une identité canadienne originale et dynamique.

S'il existe une continuité dans la vie politique québécoise, c'est bien celle de la défense et de la promotion de la culture française.

On ne peut être Premier ministre du Québec sans assumer pleinement cette continuité. Mais pour véritablement servir la cause de la culture française chez nous, il nous est apparu qu'il fallait dépasser le champ proprement culturel pour travailler à créer des conditions

économiques et sociales comparables aux autres sociétés industrielles modernes. Aujourd'hui, une culture ne peut être vivante sans la prospérité et l'équilibre social. Nous estimons donc essentiel d'accorder au développement économique du Québec la toute première priorité.

La situation particulièrement grave du chômage et l'accroissement exceptionnel de notre main-d'œuvre – l'arrivée sur le marché du travail de milliers de jeunes diplômés – nous commandent de prendre les mesures nécessaires pour relancer l'économie et accroître l'emploi.

L'augmentation du volume des investissements publics et privés, l'amélioration de l'efficacité administrative de l'État, la présentation d'un budget nettement expansionniste, l'adoption de mesures législatives d'aide au développement industriel, ma récente tournée européenne, voilà autant de gestes qui témoignent de notre volonté de parvenir à apporter à nos problèmes économiques des solutions adéquates.

Comment ne pas souligner ici les avantages considérables qui nous sont offerts par le fédéralisme. Je l'ai déjà dit, la raison d'être du fédéralisme est d'assurer une juste répartition de la richesse et de la croissance entre les diverses régions du pays. Le Québec, comme les autres provinces qui ont des difficultés sur le plan du développement économique, doit continuer de trouver dans le fédéralisme un moyen susceptible d'accélérer le redressement de son économie. Cela m'apparaît essentiel à la stabilité et au progrès du Canada. L'équilibre d'une société moderne ne se satisfait pas du seul accroissement de la richesse ou de la prospérité. Tous les citoyens doivent pouvoir bénéficier des progrès réalisés.

Et cela ne se fait pas – comme on l'a longtemps pensé – par l'action d'une quelconque main invisible. L'État doit se donner une politique sociale cohérente, complète et efficace s'il veut vraiment corriger les inégalités et les injustices sociales, assurer une sécurité relative du revenu et satisfaire aux besoins vitaux des individus dans les domaines de la santé, des services sociaux, de l'habitation, de l'éducation et des loisirs. Vous connaissez sans doute l'action particulièrement dynamique que le Québec a menée dans le domaine social depuis quelques années. La création du ministère des Affaires sociales, l'adoption de notre loi d'assurance-maladie et la publication des travaux exceptionnels de la Commission Nepveu-Castonguay soulignent l'intérêt que le Québec porte au progrès social de ses citoyens.

Le développement économique a toutefois ses limites. Il n'est donc plus possible aujourd'hui de concevoir le progrès d'une société sans reconnaître l'interdépendance du culturel, de l'économique, du social et du politique. Nos politiques cherchent à traduire cette complémentarité; elles visent à établir dans toute la mesure du possible un équilibre dans le développement de la société québécoise. Tout ne peut être fait en même temps. Certains secteurs d'activités doivent être privilégiés – le développement économique en est un, – il demeure la condition essentielle à notre progrès culturel et social.

Nous préférons toujours nous attacher à la substance des choses plutôt que de nous laisser entraîner à des querelles de mots ou à des guerres de prestige. Que ce soit au Québec même ou dans nos relations avec l'extérieur, nous entendons maintenir cette attitude, convaincus que nous sommes que c'est de cette façon que nous pourrions conserver la confiance et l'estime de nos concitoyens et de tous ceux avec qui nous avons à dialoguer.

C'est dans cet esprit que nous envisageons le problème de la révision de la Constitution canadienne.

Notre objectif – est-il besoin de le rappeler – est de définir un fédéralisme souple et fonctionnel. En septembre 1970, le Québec a fait connaître les principes qui le guidaient. Nous voulons peut-être que plus que tout autre gouvernement au Canada, que le dossier constitutionnel progresse. Ce n'est pas d'hier – vous le savez – que nous nous intéressons aux problèmes de la Constitution canadienne.

Nous ne pouvons cependant sacrifier à notre désir commun de voir le dossier constitutionnel progresser, l'essentiel des représentations que nous avons formulées jusqu'à maintenant. Le Québec entend apporter à l'affirmation d'une authentique personnalité canadienne, une contribution originale, et il pourra le faire en autant que la nouvelle constitution du Canada lui permettra – je parle pour le Québec – de participer pleinement à la solution des problèmes de l'ensemble du pays, tout en lui laissant une marge de manœuvre telle qu'il puisse développer une véritable personnalité québécoise. Un réaménagement des pouvoirs constitutionnels dans des secteurs tels que la culture, le social, les communications, est à cet égard sans doute nécessaire.

Je voudrais en terminant insister sur la nécessité qu'il y a pour tous les Canadiens de voir dans le Québec non pas un problème, mais bien plutôt un élément essentiel à l'affirmation d'une véritable identité canadienne face à l'accroissement de l'influence américaine dans notre pays.

Le Québec voudrait être une partie de la jeunesse du monde; il voudrait que cela puisse profiter à l'ensemble du Canada.